

Maisons-Alfort, le 25 juillet 2012

## **AVIS**

de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail relatif à la demande d'autorisation de mise sur le marché du produit biocide KAPO SOURIS RATS Pâtes Souris/Rats de la société LODI SAS, selon la procédure de duplication d'AMM.

L'Anses a accusé réception d'un dossier déposé par la société LODI SAS, concernant une demande d'autorisation de mise sur le marché selon la procédure de duplication d'AMM, du produit biocide KAPO SOURIS RATS Pâte Souris/Rats (PB-11-00140) à base de difénacoum, destiné à la lutte contre les rats et les souris (type de produit 14). Le difénacoum est une substance active inscrite<sup>1</sup> à l'annexe I de la directive 98/8/CE<sup>2</sup>.

Considérant que ce produit biocide KAPO SOURIS RATS Pâtes Souris/Rats est déclaré identique au produit de référence RUBIS PASTA, qui porte le numéro d'enregistrement PB-11-00117;

Considérant que la composition intégrale déclarée pour le produit biocide KAPO SOURIS RATS Pâtes Souris/Rats est bien strictement identique à celle déclarée pour RUBIS PASTA ;

Considérant l'avis favorable de l'Anses du 7 mai 2012 relatif à la demande de reconnaissance mutuelle pour le produit de référence RUBIS PASTA;

L'Anses émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation de mise sur le marché du produit KAPO SOURIS RATS Pâtes Souris/Rats dans les conditions, notamment d'étiquetage et d'emploi, strictement identiques à celles prévues pour le produit de référence RUBIS PASTA.

Marc Mortureux

Mots-clés: BAMD, KAPO SOURIS RATS Pâtes Souris/Rats, RUBIS PASTA, Difénacoum, TP14

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Directive 2008/81/CE de la Commission du 29 juillet 2008 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription du difénacoum en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides, transposée par l'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001